

Ouverture À PROBLÈME COMPLEXE, SOLUTIONS COMPLEXES

par *Guillaume Dhérissard et Dominique Viel* *

Le système alimentaire (1) mondial dominant montre aujourd'hui ses limites. Elles appellent des remises en question plus radicales qu'on ne le pense souvent.

Une chaîne d'incohérences

Malgré l'augmentation de la production agricole et les progrès qualitatifs du secteur agroalimentaire au cours du XX^{ème} siècle, la situation mondiale de l'alimentation demeure très contrastée. Des centaines de millions de personnes continuent, en effet, de souffrir de sous-nutrition ou mal-nutrition. Ainsi, la sécurité alimentaire est encore un espoir, chaque jour déçu, pour près d'un tiers de la population de la planète.

La libéralisation des marchés agricoles fragilise nombre d'économies rurales, et les campagnes, un peu partout dans le monde, se vident de leurs forces vives. En 2006, l'humanité est devenue, pour la première fois de son histoire, majoritairement urbaine et, désormais, plus de vingt villes dépassent les dix millions d'habitants. Les conséquences sociales de cette transition rapide, surtout dans les pays en développement, sont alarmantes : gonflement des bidonvilles, précarité économique de millions de personnes, modification brutale des modes alimentaires, nouveaux problèmes sanitaires.

Les impacts environnementaux sont préoccupants. Les circuits de production, de distribution et de conservation des denrées alimentaires se sont, ces dernières décennies, considérablement allongés et intensifiés. Cette mondialisation de l'économie de l'alimentation est l'une des causes majeures de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. La distance que doivent aujourd'hui parcourir les aliments pour atteindre le consommateur se compte désormais en centaines de kilomètres ; une étude menée en Allemagne montre que les ingrédients d'un yaourt parcourent en moyenne 1000 kilomètres avant d'arriver dans les foyers. L'hypertrophie urbaine et la surexploitation de certaines terres agricoles – déforestation, salinisation, érosion – conduisent, dans le même temps, à dégrader les sols fertiles. Le PNUE (2) estime ainsi à 24 milliards les tonnes de terre soustraites chaque année à l'usage des hommes.

Une crise plus profonde

Avec la globalisation et la mondialisation des échanges, les avancées de la science et des techniques ainsi que l'émergence du consumérisme, nous vivons tous une période de mutation sans

* *Sol et Civilisation*,
www.
soletcivilisation.fr

(1) **L. Malassis** définit un système alimentaire comme « la manière dont les hommes s'organisent, dans l'espace et dans le temps, pour obtenir et consommer leur nourriture. Les systèmes alimentaires concernent l'ensemble des activités qui concourent à la fonction alimentation dans une société donnée. », *Nourrir les hommes*, Dominos-Flammarion, Paris, 1994.

(2) PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement

précédent, qui déstabilise les hommes, les territoires et les entreprises. Le fonctionnement du système alimentaire révèle, comme d'autres, toute la difficulté d'assurer les grands équilibres de notre planète, du local au plus global. Les problématiques alimentaires ne sont en effet pas seulement sociales, économiques, politiques ou environnementales, elles résultent plus fondamentalement du fait que nous ne savons plus gérer ensemble les interdépendances qui relient nos activités, nos comportements et nos sociétés.

Le système alimentaire, autrefois fondu dans des territoires relativement fermés, s'est petit à petit dissous dans un système agro-industriel largement ouvert. Il était naguère possible de gérer finement, dans la proximité, les dimensions économiques, sociales et environnementales, parce qu'elles étaient structurellement associées. Aujourd'hui, les logiques de filières qui se sont progressivement installées conduisent à disjoindre ce qui devrait fondamentalement être joint : le territoire se heurte aux flux marchands, l'environnement est perçu comme une contrainte au regard de la performance économique, les réglementations et normes sanitaires réduisent la diversité culturelle...

Autrement dit, la gestion systémique qui s'opérait dans l'univers proche s'est effacée au profit de logiques plus universelles, certes performantes, mais qui s'opposent aujourd'hui les unes aux autres. En occultant ainsi la complexité de la question alimentaire, notamment en privilégiant les logiques marchandes, nous nous rendons vulnérables à des effets pervers de plus en plus sévères. Il ne s'agit pas pour autant de nier ces logiques – elles ont leur légitimité et leurs retombées positives –, mais le développement durable que chacun appelle de ses vœux ne pourra se satisfaire de corrections à la marge. Il convient donc de repenser la problématique alimentaire dans sa globalité.

Changer d'approche

Ce changement reste pour autant délicat, car il demande de concilier en dynamique des logiques extrêmement différentes, ainsi que d'apprendre à se concerter, négocier et décider ensemble, alors même que les parties prenantes de cette collégialité sont de plus en plus diverses et éloignées.

D'autres chemins de compréhension et d'action doivent donc être activés. Nous devons notamment définir de nouvelles formes de gouvernance pour notre alimentation en l'appréhendant comme un ensemble complexe. Or, cette gouvernance fondatrice demande de créer des lieux et des postures de négociation spécifiques : dispositifs territoriaux associant l'ensemble des acteurs, filières où se définit une « qualité » plus globale que celle qui s'incarne dans le seul produit, organes de négociation et de régulation nationaux et supranationaux.



D'ores et déjà, de nombreuses initiatives voient le jour dans ce sens. La prise en charge de la question de l'alimentation en responsabilité partagée semble être ainsi une voie à privilégier. Il s'agit, bien sûr, de relever les défis alimentaires qui se posent à nous dès aujourd'hui. C'est aussi une façon de redéfinir plus largement nos modes de réflexion et d'action pour, ensemble, faire mieux vivre un monde de plus en plus complexe.

Assumer la complexité

Le dossier qui s'ouvre ici a pour premier objectif de rappeler l'acuité du problème de l'alimentation, aussi bien qualitativement que quantitativement. Les organisations, volontairement très diverses, avec lesquelles ce dossier a été élaboré (3), prennent acte, en particulier, de cet impératif : appréhender l'alimentation comme un phénomène social complexe appelant, en conséquence, un maillage de réponses diverses. Ce document atteindra également son objectif s'il soutient l'engagement et l'action de ceux (organisations d'agriculteurs, structures de développement local, entreprises, politiques, consommateurs, organisations de coopération internationale...) qui, précisément, relient la prise en charge des défis de l'alimentation à une mise en œuvre intégrée du développement à toutes les échelles.

Il est proposé au lecteur, au fil des trois parties de ce dossier :

- De mieux cerner et comprendre le problème du défi alimentaire et sa complexité. L'alimentation est un fait culturel. L'accès à une alimentation de qualité est conditionné par des facteurs extrêmement divers, voire divergents (modes de production, régulation agro-environnementale, distribution...).
- De prendre conscience des conséquences d'une gestion qui ne prend pas en compte cette complexité. Si on traite du défi alimentaire selon une seule dimension (productivité, «surprotection» sanitaire, écologie, commercialisation...), on peut aboutir, aussi bien au niveau des groupes sociaux que des zones géographiques, à des situations de rupture.
- De s'approprier quelques points de repère et de connaître un certain nombre de pratiques approchant l'alimentation comme un patrimoine commun, une responsabilité partagée : tous ne sont pas responsables de tout, mais personne ne l'est tout seul. Cette responsabilité s'applique aussi bien à la gestion du défi alimentaire, à l'échelle d'un territoire ou d'une filière, qu'à la prise en charge de problèmes transversaux : droit à l'alimentation, santé, biodiversité, équilibre des écosystèmes...

Tous doivent manger à leur faim. Mais le défi de l'alimentation n'est pas avant tout un défi technique. Il peut être considéré comme politique, à condition de voir dans la politique l'art difficile de gérer une cité mondiale devenue si complexe (4).

(3) Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, AgroParisTech (UFR Gestion du Vivant et Stratégies Patrimoniales), Avenir de l'agriculture en Chartreuse, Coopérative Agricole Sicaseli, Fédération française des Banques Alimentaires, Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques, Sol et Civilisation.

(4) Outre les auteurs des articles, se sont associés à l'élaboration de ce dossier : Ambroise de Montbel (AgroParisTech), Pierre-Auguste Feugier (Avenir de l'agriculture en Chartreuse), Carline Mainenti (AVSF), Dominique Olivier et Laurent cause (Coopérative Agricole Sicaseli), Bénédicte Hermelin (GRET), Bernard Pellecuer (Economie et Humanisme).

Sous-alimentation, ou insécurité alimentaire chronique

Elle est une situation dans laquelle la ration alimentaire, mesurée en kilocalories (kcal), ne suffit pas, de manière continue, pour couvrir les besoins énergétiques de base d'un individu (FAO).

Cette définition se concentre sur l'apport en énergie de la nourriture ingérée. Elle n'envisage donc ni la composition qualitative de l'alimentation, ni son utilisation par l'organisme, ni le statut nutritionnel qui en résulte.

Malnutrition

Mauvais état physiologique provenant d'une alimentation inadéquate, ou d'une déficience de soins, ou de mauvaises conditions de santé ou d'hygiène. On distingue plusieurs formes de malnutrition : la *sous-nutrition*, provoquée par une sous-alimentation prolongée ou par une assimilation insuffisante de la nourriture ingérée pour cause de maladie ; les *carences en divers nutriments*, en particulier protéines, vitamines ou minéraux ; la *surnutrition*, qui résulte d'une suralimentation pouvant être liée à une maladie.

Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active (FAO, 1996).

Cette définition renvoie à quatre idées clés : la *disponibilité* des aliments, en quantité et en qualité ; la *stabilité* dans le temps des disponibilités alimentaires ; l'*accès* de chaque individu aux aliments dont il a besoin ; la bonne *utilisation* physiologique des aliments, qui conduit

chaque individu à un statut nutritionnel correct.

Souveraineté alimentaire

Droit des populations et des États à définir leurs propres politiques agricoles et alimentaires sans que celles-ci causent préjudice aux agricultures d'autres pays.

Autosuffisance alimentaire

Situation d'un pays où la production agricole intérieure suffit pour couvrir les besoins alimentaires de la population résidente.

FAO

Food and Agriculture Organisation, ou Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (OAA), communément désignée par son sigle en anglais : agence internationale créée en 1945, qui a pour mandat notamment de « libérer l'humanité de la faim ».

Aide alimentaire

Aide internationale en denrées alimentaires utilisée soit pour transférer directement les denrées, soit pour financer des initiatives de développement grâce au produit de la vente de ces denrées. Certains donateurs considèrent que le financement d'aliments achetés dans les pays bénéficiaires eux-mêmes constitue aussi une forme d'aide publique relevant de l'aide alimentaire.

Droit à l'alimentation

Le droit à une nourriture suffisante est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer (*Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*).